



## Manifeste-programme de la RENAMO

Politique Africaine, à la suite de son édition de mars sur le Mozambique, publie le Manifeste-programme de la RENAMO. On ne pourra qu'être frappé par l'abîme entre le caractère anodin des chapitres qui le composent et la réalité des pratiques de la rébellion. Alors que ce Manifeste énonce les principes d'une économie libérale et d'une forme de démocratie africaine, les groupes de « bandits armés », qu'ils soient contrôlés réellement par le commandant en chef Afonso Dhlakama, directement par l'Afrique du Sud ou encore autonomes, font subir à la population des atrocités sans nombre, notamment dans le sud du pays : malades massacrés sur leurs lits d'hôpitaux, bébés jetés au feu devant leurs mères, mutilations des seins, des oreilles, du nez ; recrutement forcé d'enfants obligés de tuer à l'arme blanche leurs parents devant la communauté villageoise réunie, et donc exclus à jamais de celle-ci.

Cependant, les assassinats de cadres des délégations extérieures de la rébellion, capables de lui donner une certaine autonomie politique — Orlando Cristina, l'ex-ambassadeur à Lisbonne, Athaïde passé à la RENAMO et très récemment Evo Fernandes — montrent que l'Afrique du Sud, et encore moins Washington, ne veulent l'émergence d'un parti d'opposition issu de la Renamo et capable de prendre le pouvoir : pour les dirigeants boers, cette dernière ne doit pas dépasser le stade du groupe pirate, responsable d'une déstabilisation qui, depuis son aggravation en 1985, a, en trois ans, dépassé en abomination tous les malheurs cumulés de dix ans de guerre anti-coloniale (1964-1974). Si certains secteurs sud-africains veulent peut-être une négociation RENAMO-FRELIMO — tout comme les USA, mais ces derniers avec une RENAMO la plus affaiblie possible —, d'autres ne visent qu'à l'« ougandisation » du pays.

Dans ce contexte, le Manifeste paraît vraiment surréaliste, sans rapport avec la nature de la guerre. Il signifie néanmoins que la politique économique à suivre dans un Mozambique à nouveau pacifique ne sera pas au cœur des négociations directes qui, peut-être, ont déjà commencé dans l'ombre. Qu'Afonso Dhlakama, dénonçant la disparition d'Evo Fernandes, ait simultanément réaffirmé sa volonté de négociation tend à prouver d'une part que son mouvement est aujourd'hui affaibli ; que d'autre part il sait que l'État mozambi-

*cain n'est pas l'auteur du meurtre de son brillant ex-cadre ; enfin que la direction centrale de la RENAMO a un comportement de plus en plus politique, indispensable pour sa survie, mais qui rend fragile la structure d'un groupe habitué à la piraterie et favorise des redditions locales à la faveur de la loi d'amnistie votée à Maputo, et des dissensions exploitées par les Sud-Africains qui pensent peut-être déjà à la construction d'un nouveau groupe strictement pillard et soumis. Cela expliquerait les dissonances du comportement rebelle entre le sud et le nord du pays (Zambesia), et annonce d'importants développements dans un avenir maintenant proche, éventuellement facilités par la réforme constitutionnelle en cours.*

*A l'évidence, les pourparlers ne peuvent porter que sur les modalités d'un certain partage du pouvoir : la politique économique libérale menée aujourd'hui par le FRELIMO n'enlève-t-elle pas à la RENAMO une partie de ses revendications ?*

*Quoi qu'il en soit, en publiant en français le Manifeste doux du groupe rebelle, nous ne saurions oublier qu'il s'agit de l'un des mouvements les plus cruels que la crise contemporaine de l'Afrique ait produit.*

Michel CAHEN/Christian GEFFRAY  
RCP « Afrique australe » du CNRS  
26 avril 1988

## **Manifeste de la Résistance nationale mozambicaine (\*)**

1. C'est depuis 1977 que des patriotes mozambicains, regroupés dans la Résistance nationale mozambicaine, en sont venus à se battre les armes à la main pour la libération définitive de notre Pays et de notre Peuple.

Sous la ferme direction du Commandant en Chef André Matsangaïssa et, postérieurement à sa mort héroïque au combat, sous la conduite éclairée du Président et Commandant Suprême Afonso Dhlakama, de nombreuses victoires ont été obtenues : les zones libérées ont été multipliées et consolidées ; la guerre active s'étend déjà à l'ensemble des provinces de Zambézie, Tete, Sofala, Manica, Gaza et Inhambane (1) ; notre lutte est aujourd'hui une donnée importante de la stratégie mondiale et est appuyée de façon croissante par des pays, organisations et personnalités éminentes du monde entier.

(\*) Document approuvé en 1981.

(1) A la fin 1983, la guerre avait gagné toutes les provinces.

2. Durant cette période, la Résistance nationale mozambicaine a cherché à être un Front national qui exprimât l'alliance de toutes les forces populaires, sociales, politiques et religieuses d'opposition à l'oppression et à la répression machélistes.

En particulier, les groupes politiques créés dans les conditions favorables de l'exil furent considérés comme les compléments naturels de la lutte armée que la Résistance, seule, a menée au Mozambique. Les plus larges et insistantes opportunités leur ont été données de se joindre au Front national, cependant sans aucun résultat. Les guérilleros héroïques, qui, jour après jour, se battent contre un ennemi puissamment armé et encadré par l'impérialisme soviétique, pensent qu'on a déjà donné aux politiques suffisamment de temps pour dépasser leurs divergences, de façon à pouvoir participer à la lutte anti-machéliste.

3. Les signes d'écroulement du machélisme sont évidents : le Peuple appuie ouvertement et sans peur notre lutte ; le nombre de soldats et officiers du parti FRELIMO qui désertent pour se joindre à nos forces croît ; l'ennemi ne parvient déjà plus à lancer une contre-attaque et garde une attitude de défense passive, non coordonnée et sans conviction.

La chute inévitable du régime machéliste rend urgente l'élaboration d'un programme fondé sur l'histoire et l'expérience de notre Peuple, aussi bien que sur les désirs profonds de liberté, justice et progrès enracinés dans le cœur de tous les Mozambicains, destiné à préparer, orienter et poursuivre l'action du gouvernement démocratique du Mozambique.

## **Programme de la Résistance nationale mozambicaine — RENAMO**

L'objectif de la Résistance nationale mozambicaine est la démocratisation, la libéralisation et la création des conditions d'un progrès généralisé dans la République du Mozambique, en accord avec les principes suivants :

### **1. En politique :**

a) Éviction du système de dictature communiste et éloignement des hauts cadres responsables, identifiés à ce régime, sans esprit de vengeance.

C'est seulement en pardonnant et en oubliant qu'il sera possible de construire un Mozambique, propriété de tous les Mozambicains.

b) Création d'un Gouvernement de Concorde nationale avec mission de pacifier le pays, instituer et stabiliser l'ordre démocratique, et de préparer les conditions de la relance sociale et économique.

L'unité des Mozambicains est essentielle pour répondre aux défis de notre temps.

c) Le peuple a le droit de choisir et votera librement le système politique, social et économique du pays.

Rien ne sera imposé à la majorité par une minorité agressive.

d) Les traditions, les coutumes et la personnalité des Mozambicains seront toujours respectées par toutes les autorités.

## 2. En économie :

a) Le secteur public, une fois délimité, servira à la valorisation et à l'encadrement du secteur privé, considéré comme facteur dynamisant de la prospérité économique du Mozambique.

La conciliation des intérêts, synthèse de l'activité de l'État, est la condition essentielle de la relance économique du pays.

b) Les plans de développement seront orientés vers l'augmentation de la richesse nationale, l'harmonisation du développement de toutes les régions et la redistribution des revenus.

Les investissements non nécessaires, spéculatifs ou de luxe (*voluptuários*) seront combattus, et des systèmes d'appui à l'investissement utile et au plein emploi seront élaborés.

c) Ni les monopoles, oligopoles, ni l'exploitation économique d'une classe ou secteur par une autre classe ou secteur ne seront autorisés.

Des mesures seront prises dans le sens de la défense effective du consommateur et de sa respective participation à l'élaboration des lois économiques.

d) L'argent perçu du peuple doit être utilisé correctement et au bénéfice du peuple.

La fiscalité est un instrument de justice économique.

e) La situation des biens confisqués ou placés sous intervention sera analysée en vue de leur éventuelle dévolution.

On ne fera pas de nationalisations sans juste et opportune indemnité.

## 3. En justice :

a) Tous les citoyens sont sur le même plan d'égalité devant la loi avec les mêmes droits et devoirs.

Personne ne sera condamné sans défense adéquate, personne ne sera arrêté sans ordre ou mandat de l'autorité compétente.

b) Les juges seront professionnels, inamovibles et indépendants.

Les plus amples garanties et clauses de sauvegarde seront données pour que les juges puissent juger en conscience et conformément à la loi.

c) Les jugements seront publics et ouverts à l'opinion publique.

Les accusés seront défendus par un avocat de leur choix et aucune restriction ne sera mise à ce droit.

d) Les prisonniers politiques seront remis en liberté et les autres verront leurs cas réexaminés par des juges impartiaux.

C'est dans la dignité de la personne et dans la justice que réside la prospérité du Mozambique.

#### **4. Santé et Éducation :**

a) La maladie et l'analphabétisme sont les pires ennemis du Mozambique : il est du devoir du Gouvernement d'appliquer les plus amples moyens pour la promotion de la santé et de l'éducation.

On fera tous les efforts pour couvrir toutes les régions d'un réseau efficient d'hôpitaux et d'écoles.

b) Les organisations internationales et les institutions, y compris religieuses, seront encouragées à continuer ou recommencer le travail fait en ce domaine.

L'État stimulera la recherche de nouvelles méthodes et programmes de santé et éducation dans une société libre, participative et prospective (*prospectivadora*).

c) La maternité, l'enfance et la vieillesse seront particulièrement protégées.

Les services de l'État dans le domaine de la santé seront dans la mesure du possible gratuits.

d) L'enseignement sera obligatoire et gratuit jusqu'à douze ans. Les plus doués seront incités à continuer leurs études.

#### **5. Services publics :**

a) La dévotion pour le devoir et le bien public seront l'apanage des serviteurs de l'État, des municipalités et entreprises publiques.

L'activité publique sera transparente au contrôle hiérarchique fonctionnel et à l'ensemble des citoyens.

b) Les Forces armées et la police n'interviendront pas dans l'activité politique.

Elles seront le garant de l'activité politique démocratique et en cela résidera leur dignité.

c) Les Forces armées du Mozambique seront constituées sur la base des Forces de la Résistance nationale mozambicaine et de l'incorporation des actuelles unités régulières existant dans le pays, à l'exception de celles qui, durant la 2<sup>e</sup> Guerre de Libération, ont manifesté un comportement antipatriotique.

Les instruments du pouvoir politique utilisé par l'actuel régime dans la répression des droits fondamentaux des citoyens seront démantelés.

d) Les combattants vétérans, démobilisés et les victimes des Guerres d'Indépendance, de Libération et de Défense nationale bénéficieront d'une protection particulièrement soignée de l'État.

L'Indépendance, la Liberté et la Défense nationale sont l'accord permanent et unifiant des générations passées, présentes et futures du Peuple mozambicain.

## **6. Politique internationale :**

a) Les accords célébrés antérieurement avec des pays étrangers ou des organisations internationales seront entièrement respectés dans la mesure où ils n'affectent pas les libertés démocratiques fondamentales des citoyens et ne contrarient pas les principes sacrés du présent programme.

Le Mozambique ne fera aucune discrimination envers des pays en vertu de leur respectif régime interne : les relations internationales seront guidées par les avantages mutuels et la libre détermination.

b) Le Mozambique respectera et défendra les principes régissant l'Organisation des Nations unies, l'Organisation de l'Unité africaine et sera fidèle à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Toutes les formes de colonialisme, impérialisme et néo-colonialisme seront combattues.

c) Le pays coopérera activement avec les États voisins, spécialement ceux qui dépendent de ses ports.

La coopération internationale est l'instrument fondamental de la paix dans la région.

## **7. Constitution :**

a) L'approbation de la Constitution devra être faite avec l'intervention de l'Assemblée nationale et la participation du Peuple sous la forme référendaire.

Le Peuple mozambicain est la mesure et le but ultime des lois et du Gouvernement.

b) L'Indépendance nationale, la Liberté des Citoyens, la Justice commutative et distributive, le respect pour l'Histoire et l'ouverture au Futur seront les principes orientant la Constitution de la République du Mozambique.

Parce que scellés par le sang des martyrs, les idéaux suprêmes de la Constitution sont un impératif national.

*(Traduction de M. Cahen d'après le texte publié in « A luta continua, Orgao de Informacao da RENAMO », Lisbonne, s.l., août-décembre 1985, pp. 18-19)*